Préambule – Champ d’application

Les présentes Conditions Générales de Vente (ci-après « CGV ») constituent le cadre contractuel applicable à l’ensemble des ventes de produits et prestations réalisées par Allevio Groupe, SAS, immatriculée au RCS de Bourg en Bresse sous le numéro 830 405 072 ainsi que par **l’ensemble des sociétés qu’elle contrôle directement ou indirectement**, au sens de l’article L.233-3 du Code de commerce (ci-après désignées collectivement « le Vendeur »).

Ces CGV sont donc communes et opposables à tout client contractant avec l’une des entités suivantes :

Maire : SASU- RCS de Bourg en Bresse SIREN 435 172 275 – 245 rue de la Calatière 01100 Oyonnax

ATM Mecamold SASU- RCS de Bourg en Bresse SIREN 306 574 914 – rue François Rochaix 01100 Oyonnax

Crozet SASU- RCS d’Annecy SIREN 378 278 287 – 296 rue César Vuarchex, 74950 Scionzier

CF Plastiques SASU – RCS de Lyon SIREN343 968 533 – 43 rue des Bruyères 69330 Pusignan

Chaque société du groupe demeure toutefois **juridiquement indépendante** et **contracte en son nom propre**. Les CGV s’appliquent indifféremment, sauf stipulation expresse contraire, à toutes les ventes conclues par l’une quelconque des entités ci-dessus.

Le Vendeur fabrique des pièces et sous-ensembles de très haute précision alliant plasturgie et mécanique et fournit également des services de maintenance, de qualification et autres prestations de service.

Les présentes CGV s’appliquent à toutes commandes de pièces ou prestations de services passées auprès d’le Vendeur par des clients qualifiés de professionnels au sens du Code de la consommation. Toute commande passée à le Vendeur implique nécessairement, à titre de condition essentielle et déterminante, l’acceptation entière et sans réserve, par le client, desdites CGV qui constituent le socle unique de la négociation commerciale, conformément aux dispositions de l’article L.441-1 III du Code de commerce. Toutes conditions contraires et, notamment, toutes conditions générales ou particulières émanant du client ou de son groupement y compris ses éventuelles conditions d’achat et bons de commande, sont en conséquence inopposables à le Vendeur sauf acceptation préalable et écrite de ce dernier.

Les CGV sont modifiables à tout moment, étant entendu que toute éventuelle modification sera notifiée dans le délai d’un (1) mois avant leur mise en application.

1. DÉFINITIONS

Cahier des charges	Désigne le document communiqué par le Client lors de la Commande et validé avec le Vendeur, contenant les spécificités de la Prestation ou de la Pièce commandée et des Contrôles à réaliser.
CGV	Désigne les présentes conditions générales de vente.
Client	Désigne le client professionnel au sens du Code de la consommation et s’adressant à le Vendeur pour une Commande.
Commande	Désigne la commande de Pièces ou de Prestations adressée par le Client à le Vendeur.
Contrôles	Désigne les contrôles et essais qui doivent être réalisés sur les Pièces et précisés au Cahier des charges, en ce compris

la nature, l’étendue, les tolérances admises et les normes de référence.

Matières Premières	Désigne les matières premières utilisés dans le processus de fabrication des Pièces et entrant dans leur composition.
Outillage	Désigne les outils, outillages, moules et tous équipements spécifiques nécessaires à la fabrication des Pièces.
Pièces	Désigne les pièces fabriquées par le Vendeur à partir du Cahier des Charges.
Prestations	Désigne les prestations de services réalisées par le Vendeur et notamment des prestations de maintenance ou de qualifications. Les prestations sont déterminées sur la base d’un Cahier des Charges ou d’un rapport établi par le Vendeur et accepté par le Client.

2. COMMANDES

- 2.1.** Pour être valable, toute Commande doit être adressée par écrit et permettre d’identifier les Pièces ou Prestations sur lesquels elle porte en précisant la référence, le nom ou le Cahier des charges, ou le rapport d’le Vendeur permettant d’identifier la Pièce ou la Prestation, la quantité, le conditionnement, le lieu et la date ou le délai de livraison souhaités.
- 2.2.** Lorsqu’elle n’est pas précédée d’une offre d’le Vendeur aux termes identiques, la Commande ne devient définitive qu’après acceptation expresse et écrite par le Vendeur.
- 2.3.** Une Commande ouverte qui se traduit par des appels de livraisons périodiques ou cadencées devra faire l’objet d’un accord spécifique entre les Parties sur les conditions s’agissant des modalités de Commandes.
- 2.4.** Le Client a la possibilité de modifier ou annuler une Commande sous réserve d’acceptation expresse d’le Vendeur. Le Client sera, en tout état de cause, redevable envers le Vendeur de tous les frais engagés (notamment les frais d’approvisionnement, les frais logistiques, la gestion de main d’œuvre) et de toutes les conséquences directes ou indirectes qui en découlent. En outre, tout acompte déjà versé restera acquis à le Vendeur sauf en cas de faute imputable à le Vendeur.
- 2.5.** En fonction des circonstances et notamment dans l’hypothèse d’une première Commande du Client ou si celui-ci rencontre des difficultés ou ne paie pas les factures à l’échéance, le Vendeur se réserve le droit de demander le paiement d’un acompte.

3. PRIX

- 3.1.** Les prix sont exprimés hors taxes. À défaut de dispositions particulières, ils s’entendent départ usine.
- 3.2.** Les tarifs applicables sont ceux de la grille en vigueur au moment de la Commande ou, le cas échéant, ceux de la proposition commerciale adressée au Client. Il appartient au Client de vérifier les tarifs en vigueur au moment de la Commande. Tout Client qui passe Commande après l’entrée en vigueur des nouveaux tarifs est réputé les avoir acceptés.
- 3.3.** Lorsqu’un prix est négocié et convenu entre les Parties pour une certaine durée, ou dans le cadre d’une Commande ouverte, et si un évènement indépendant de la volonté des Parties compromet l’économie générale de la relation, le prix pourra être révisé de bonne foi et moyennant un préavis d’un (1) mois. le Vendeur produira les justificatifs nécessaires lorsque le Client en fait la demande. En cas d’opposition du Client sur le prix révisé, le Vendeur sera fondée à suspendre l’exécution des Commandes, y compris les Commandes ouvertes, cesser les livraisons en cours et refuser toute nouvelle Commande du Client.

4. CONDITIONS DE PAIEMENT

- 4.1.** Les paiements s’effectuent par virement dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de facture.

4.2. La Commande d'une Prestation de maintenance doit être payée dès la confirmation de Commande. À défaut, le Vendeur se réserve le droit de ne pas l'exécuter.

4.3. Tout litige éventuel concernant la facturation doit être obligatoirement notifié par écrit dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de facture, afin de pouvoir être résolu avant l'échéance de paiement.

4.4. Aucun escompte ne sera accordé dans le cadre d'un paiement anticipé et aucune compensation unilatérale ne pourra être effectuée par le Client. Toute compensation non autorisée par le Vendeur sera assimilée à un défaut de paiement. Tout paiement sera d'abord imputé sur les créances ou parties de créances non privilégiées, puis sur celles dont l'exigibilité est la plus ancienne.

4.5. Conformément aux articles L.441-10 et D.441-5 du Code de commerce, tout retard dans le paiement entraîne de plein droit, le jour suivant la date de règlement figurant sur la facture, l'exigibilité d'intérêts de retard d'un montant équivalent à dix (10) fois le taux d'intérêt légal ainsi qu'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de quarante (40) euros, et ce, sans préjudice de son droit à réparation de tout autre dommage résultant de ce retard. Une indemnité complémentaire pourra être réclamée, sur justificatifs, lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de l'indemnité forfaitaire.

4.6. En outre, en cas de défaut de paiement à échéance, le Vendeur se réserve le droit d'adopter les mesures suivantes :

- Suspendre l'exécution des Commandes et livraisons en cours dans l'attente d'une régularisation,

- Exiger le paiement immédiat de toutes les factures du Client, y compris celles dont le terme n'est pas échu,

- Prononcer, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet dans les sept (7) jours de sa première présentation, la résolution des Commandes en cours.

4.7. En complément des mesures précitées et également dans l'hypothèse d'une détérioration du crédit du Client, le Vendeur pourra exiger le paiement des Commandes avant leur exécution ou avant mise en livraison, demander des garanties de paiement, et/ou plafonner l'en-cours autorisé du Client.

4.8. Le Client ne peut différer une échéance de paiement si la procédure de réception ou l'expédition des Pièces sont retardées ou ne peuvent être réalisées du fait du Client ou en cas de force majeure.

4.9. Le Client ne peut se dispenser de payer tout ou partie d'une somme due à le Vendeur en raison de prétentions sans en avoir informé le Vendeur par écrit.

5. CONCEPTION DES PIÈCES

5.1. Le Client est responsable de la conception des Pièces qui seront fabriquées par le Vendeur. Cette responsabilité reste à la charge du Client peu important qu'il propose des recommandations et adaptations sur le Cahier des charges et/ou processus de fabrication. Le Vendeur n'intervient d'aucune manière dans l'étude et l'évaluation des besoins qualitatifs et quantitatifs du Client. Si le Vendeur peut éventuellement discuter de certains aspects du Cahier des charges transmis par le Client et/ou l'adapter avec l'accord du Client, la conformité et/ou la faisabilité du Cahier des charges demeure la responsabilité entière du Client.

5.2. Lorsque les Pièces sont des dispositifs médicaux ou sont destinées à intégrer un dispositif médical, le Client respecte les obligations du règlement UE 2017/745 du 5 avril 2017, notamment l'obligation d'autorisation de commercialisation du dispositif médical. Le Client garantit la conformité du dispositif médical à ces obligations et engage seul sa responsabilité en cas de violation de dispositions dudit règlement.

5.3. Dans le cas spécifique où le Vendeur serait chargée de la conception des Pièces, les présentes CGV ne seraient pas adaptées.

6. OUTILLAGE

6.1. Coûts et entretien

6.1.1. Par principe et sauf accord contraire, les coûts de développement et de réalisation de l'Outillage par le Vendeur sont exclus du prix des Pièces

et à la charge du Client. Il en est de même pour les coûts de remplacement ou de remise en état de l'Outillage après usure.

6.1.2. Lorsque ces coûts sont amortis avec la fabrication des Pièces, un volume et/ou une durée de fabrication sont définis par les Parties. Lorsque ces coûts sont chiffrés et payés indépendamment du prix des Pièces, les échéances de paiement sont définies entre les Parties.

6.1.3. Lorsque le Client ne consent pas aux réparations ou remplacements requis par le Vendeur, celle-ci peut refuser les Commandes et/ou ajuster le prix des Pièces afin de tenir compte des pertes de productions liées au manque d'entretien de l'Outillage.

6.2. Conservation

6.2.1. L'Outillage est conservé par le Vendeur qui s'interdit de l'utiliser au profit d'un tiers. Le Vendeur s'engage à conserver les moules dans des conditions normales de sécurité et d'entreposage, mais ne saurait être tenu responsable de leur détérioration due à l'usure, à un cas de force majeure ou à une inactivité prolongée.

6.2.2. L'Outillage est conservé pendant un délai maximal de dix-huit mois à compter de la dernière Commande de Pièces. Passé ce délai, et sauf accord contraire entre les Parties, le Vendeur peut procéder à sa destruction, après mise en demeure par lettre recommandée, avec accusé de réception, restée sans effet pendant trois mois.

Si le Client n'a pas retiré ses moules dans le délai indiqué, ou s'il souhaite que le Vendeur continue d'en assurer la conservation, des frais de gardiennage lui seront facturés à hauteur de cent (100) euros par mois et par moule.

6.2.3. Le Client contracte à ses frais une assurance couvrant les risques de détérioration ou de destruction de l'Outillage non liés à l'usure.

6.2.4. Lorsque le Client sollicite la restitution de l'Outillage, les conditions de cette restitution sont négociées avec le Vendeur. Dans l'hypothèse où les coûts de développement et de réalisation de l'Outillage ont été lissés et intégrés au prix des Pièces et non amortis, la restitution de l'Outillage fait l'objet d'une indemnité couvrant a minima ces coûts.

6.3. Conditions complémentaires pour l'Outillage du Client

6.3.1. Lorsqu'il est fourni par le Client, l'Outillage doit comporter de façon distincte les marques, repères d'assemblage ou d'utilisation et être mis à la disposition de le Vendeur gratuitement.

6.3.2. Le Client est responsable de la concordance de son Outillage avec le Cahier des charges. Si l'Outillage reçu n'est pas conforme à l'usage attendu, le prix des Pièces fait l'objet d'une révision qui conditionne l'exécution de toute fabrication supplémentaire de Pièces.

6.3.3. À la demande du Client et moyennant une rémunération distincte, le Vendeur peut assurer une prestation visant à s'assurer de cette concordance. Si des modifications sont nécessaires pour une fabrication conforme des Pièces, les frais sont à la charge du Client.

6.3.4. Le Vendeur ne garantit pas la durée d'utilisation de l'Outillage fourni par le Client.

6.3.5. Pour l'Outillage fourni par le Client, si le Vendeur juge nécessaire d'apporter des modifications pour la bonne exécution des pièces, les frais en découlant sont à la charge du Client, dont le fournisseur a préalablement recueilli l'accord exprès ».

6.3.6. Pour l'Outillage réalisé par le fournisseur à la demande du Client, le coût de réalisation ainsi que les frais de remplacement ou de remise en état après usure, lui sont payés indépendamment du prix des pièces »

7. MATIÈRES PREMIÈRES

7.1. Lorsque l'une ou l'autre des Parties fournit les Matières Premières, elle garantit leur conformité à la réglementation et au Cahier des charges.

7.2. Lorsque le Client fournit les Matière Premières, il en reste propriétaire jusqu'à leur intégration dans les Pièces. Les risques (de destruction ou de détérioration entraînant une dépréciation) des Matières Premières sont toutefois mis à la charge d'le Vendeur à compter de leur réception au sein de ses locaux. Le risque d'une dépréciation due à l'écoulement du temps (qu'elle résulte d'une obsolescence des matières ou de l'évolution de la technique) n'est pas supporté par le Vendeur.

Lorsque les Matières Premières n'auront pas été mises en fabrication au cours du mois de leur livraison dans les locaux d'le Vendeur, le stockage de celles-ci pourra faire l'objet d'une facturation du Client.

Les Parties peuvent convenir d'une tolérance de freinte sur les Matières Premières fournies par le Client dans le cadre de la fabrication des Pièces. À défaut, le Client s'engage à renouveler l'approvisionnement des Matières Premières en fonction des besoins d'le Vendeur.

8. LIVRAISON

8.1. Les modalités de livraison des Pièces sont déterminées entre les Parties lors de la Commande. À défaut d'accord, les livraisons sont à la charge et aux risques du Client, départ usine. Les livraisons hors France sont organisées selon l'incoterm EX WORKS.

8.2. Pour les Commandes ouvertes, le Vendeur fabrique les Produits tandis que le Client procède à des appels de livraison en fonction de ses besoins. Dans ce cadre, les Produits sont stockés gracieusement par le Vendeur aux risques du Client qui reste tenu du paiement de leur prix en cas de dégradations ou pertes. À défaut d'appel à livraison des Produits fabriqués au cours de l'année civile de leur Commande, le Vendeur réalisera leur livraison aux frais du Client.

8.3. Les délais ou dates de livraison sont valables sous réserve de l'accomplissement par le Client de toute les conditions préalables et nécessaires à la fabrication et/ou livraison des Pièces. À défaut, les délais seront prorogés par le Vendeur, étant entendu qu'en raison du calendrier de production la prolongation ne correspondra pas nécessairement au retard occasionné.

8.4. La Partie défaillante doit informer par écrit l'autre Partie de son retard d'exécution dès sa survenance. Les Parties devront se concerter immédiatement pour convenir des dispositions à prendre en conséquence.

8.5. le Vendeur s'efforce de respecter les modalités convenues étant entendu que les retards de livraison ne peuvent donner lieu à des pénalités forfaitaires, annulations de Commandes, refus de livraison ou encore à des rétentions de paiement des factures, sauf accord préalable et écrit d'le Vendeur, et ce, nonobstant l'existence de clauses contraires dans les éventuelles conditions d'achat du Client. En tout état de cause, seul le préjudice réellement supporté par le Client, démontré, justifié et évalué, pourra faire l'objet d'une demande de réparation qui ne pourra intervenir qu'après négociation avec le Vendeur et accord des deux Parties. Dans cette hypothèse, les pénalités ne sauraient excéder deux pourcent (2%) du prix des Produits livrés en retard.

8.6. Le Client s'engage à ne pas retarder la livraison au lieu et à la date convenus sans accord préalable d'le Vendeur. À défaut, le Vendeur est susceptible de solliciter une indemnisation visant à couvrir les frais supplémentaires de manutention, stockage et de transport ainsi que les risques de détérioration des Pièces.

8.7. le Vendeur est d'ores et déjà autorisée à livrer des Commandes partielles. Une livraison partielle ne peut en aucun cas constituer une non-conformité, être refusée par le Client, donner lieu à des pénalités ou des réclamations de la part du Client.

8.8. À réception des Pièces, le Client est tenu de vérifier les pertes et avaries sur les Pièces intervenus au cours du transport en :

- Établissant précisément sur le bordereau de transport, la nature et l'importance du dommage constaté au moment de la réception,
- Confirmant au transporteur, au plus tard dans les trois (3) jours qui suivent la réception des Pièces transportées, la réclamation motivée par LRAR à peine de forclusion de l'article L.133-3 du Code de commerce,
- Informant le Vendeur d'une telle réclamation dans les mêmes délais.

À défaut, aucune réclamation pour pertes et avaries ne sera prise en compte par le Vendeur.

9. GARANTIES ET RÉCLAMATIONS

9.1. le Vendeur garantit la conformité des Pièces au Cahier des charges et aux conditions prévues à la Commande et contre les vices, et ce dans les conditions prévues à la norme « Military Standard MIL-STD-810 » dans sa dernière version et aux Contrôles convenus.

9.2. Conformément aux usages et sauf accord contraire, les Parties conviennent d'une tolérance de plus ou moins 5% entre les quantités de Pièces commandées et celles livrées.

9.3. Il appartient au Client de réaliser les Contrôles des Pièces à réception. À défaut de Contrôle par le Client, aucune réclamation ne pourra

être adressée à le Vendeur. En cas de non-conformité ou vice affectant une ou plusieurs Pièces, le Client dispose des délais suivants pour en informer le Vendeur par écrit :

- Dix jours à compter de la réception des Pièces pour les vices apparents,
- Un mois à compter de leur découverte pour les vices cachés qui n'auraient pas pu être découverts par les Contrôles opérés.

À défaut, le Client ne pourra se prévaloir d'aucune réclamation, recours ou autre mécanisme légal.

9.4. Il appartiendra au Client de fournir toute justification quant à la réalité des vices ou non-conformités constatés. En cas de réclamation, le Client devra laisser le Vendeur toutes dispositions pour procéder à la constatation de ces non-conformités afin d'y porter remède. Il ne pourra en aucun cas être procédé à leur destruction sans l'accord préalable et écrit d'le Vendeur.

9.5. le Vendeur ne garantit pas les vices ou non-conformités résultant :

- Du Cahier des charges dont le Client a la responsabilité peu important l'intervention d'le Vendeur dans l'élaboration ou la modification de celui-ci (matière choisie, modèle, caractéristiques et destinations des Pièces, etc.),
- D'un défaut préexistant sur les Matières Premières fournies par le Client,
- De l'utilisation, manutention, transport et/ou du stockage des Pièces dans des conditions non conformes aux préconisations d'le Vendeur ou aux standards et usages professionnels.

9.6. La garantie d'le Vendeur se limite :

- À procéder à la mise en conformité des Pièces lorsque cela est possible,
- Ou, à défaut, à remplacer les Pièces à ses frais.

Toute mise en conformité de Pièces sans l'accord d'le Vendeur sur son principe et sur son coût, entraîne la perte du droit à la garantie.

9.7. Dans tous les cas, la responsabilité d'le Vendeur est limitée aux préjudices directs et matériels et ne saurait excéder la limite de sa police d'assurance, au-delà de laquelle le Client et son assureur renoncent à tout recours contre le Vendeur.

10. SOUS-TRAITANCE

10.1. Sauf interdiction particulière du Client, le Vendeur est libre de recourir à un ou plusieurs sous-traitants tiers pour tout ou partie de la fabrication des Produits, des Outillages ou de la réalisation des Prestations.

10.2. Dans cette hypothèse, il est entendu qu'le Vendeur demeure seule responsable à l'égard du Client et veille à ce que les sous-traitants respectent les conditions convenues avec le Client.

10.3. le Vendeur se porte garant du parfait paiement des sous-traitants auxquels elle fait appel.

11. CONTRÔLES

11.1. Les Contrôles à réaliser doivent être précisés au Cahier des charges fourni avec la Commande. À défaut, le Vendeur n'effectue qu'un simple contrôle visuel et dimensionnel.

11.2. Ces Contrôles peuvent être réalisés par le Vendeur ou un organisme tiers.

11.3. En fonction des Contrôles exigés par le Client, les coûts y afférents seront discutés avec le Vendeur. Par principe, ces coûts ne sont pas intégrés au prix des Pièces et sont à la charge du Client.

12. FORCE MAJEURE ET CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES

12.1. Aucune des Parties ne pourra être considérée comme responsable si son inexécution est causée par un cas de force majeure ou par assimilation au cas de force majeure, un événement imprévisible échappant au contrôle et aux diligences raisonnables de la Partie victime.

12.2. Les obligations des Parties seront suspendues pendant toute la durée de l'événement de force majeure et les Parties emploieront tous leurs efforts pour limiter la durée et les effets de la cause de la force majeure. Toutefois, si cette durée devait excéder plus de trois (3) mois, les Parties se concerteront sur les conditions de la poursuite ou de la résiliation éventuelle des Commandes en cours.

12.3. Il est précisé que seront notamment considérés comme un cas de force majeure les événements suivants et ce, sans que la Partie empêchée

n'ait à établir les caractéristiques définies à l'article 1218 du Code civil dès lors que l'évènement l'affecte : la pénurie de Matières Premières notamment plastiques, d'énergie, d'emballage ou de tout intrant nécessaire à la fabrication des Pièces résultant par exemple d'un conflit géopolitique, d'événements climatiques, de blocages industriels ou d'axes de transport, les guerres, émeutes, troubles civils, tremblements de terre, incendies, explosions, tempêtes, aléa climatique, les mesures prises par les autorités compétentes destinées à limiter la propagation d'une épidémie ou d'une pandémie dans le cadre d'une déclaration d'état d'urgence sanitaire en cas de catastrophe sanitaire mettant en péril, par sa nature et sa gravité, la santé de la population par application des articles L.3131-12 et suivants du Code de la santé publique, dans le cadre d'une menace sanitaire grave (articles L.3131-1 et suivants du Code de la santé publique) ou en dehors de toute déclaration d'état d'urgence sanitaire, telles que notamment des mesures d'interdiction et/ou de restriction des déplacements à l'égard des personnes et des véhicules, de confinement ou couvre-feu des villes ou de certaines d'entre elles, de fermetures provisoires d'une ou plusieurs catégories d'établissements recevant du public (entreprises, commerces, etc.), de réglementation des conditions d'accès et de présence d'une ou plusieurs catégories d'établissements recevant du public, etc., inondations ou autres catastrophes naturelles, grèves, lock-out ou autres actions revendicatives (à moins que les grèves, lock-out ou autres actions revendicatives relèvent du contrôle de la partie qui invoque la force majeure), confiscations, fait du prince et défaillance d'un tiers.

13. RÉSERVE DE PROPRIÉTÉ

13.1. LES PIÈCES VENDUES DEMEURENT LA PROPRIÉTÉ D'le Vendeur JUSQU'AU PAIEMENT INTÉGRAL DU PRIX CONFORMÉMENT AUX ARTICLES 2367 À 2372 DU CODE CIVIL.

13.2. À cet égard, ne constitue pas un paiement au sens de la présente clause, la remise d'une traite, d'un chèque bancaire ou postal ou de tout titre créant une obligation de payer. Le paiement ne pourra être considéré effectué que lors de l'encaissement effectif du prix de la Pièce par le Vendeur.

13.3. Si les Pièces, objet de la réserve de propriété, ont été revendues par le Client, la créance d'le Vendeur sera automatiquement transportée sur la créance du prix des Pièces ainsi vendues par le Client. Le Client cède dès à présent à le Vendeur toutes créances qui naîtraient de la revente des Pièces impayées sous réserve de propriété.

13.4. En cas de procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire du Client, les Pièces pourront être revendiquées, conformément aux dispositions légales et /ou réglementaires en vigueur.

13.5. En cas de non-paiement partiel ou total, les Pièce en stock seront réputées correspondre aux créances impayées. Conformément aux articles L.624-9 et L.624-16 du Code de commerce, nonobstant toute clause contraire, la présente clause de réserve de propriété est opposable au Client.

13.6. le Vendeur est d'ores et déjà autorisé par le Client qui l'accepte, à faire dresser un inventaire et/ou mettre sous séquestre les Pièces impayées détenus par lui. Tous acomptes antérieurement payés resteront acquis, dans leur totalité, à le Vendeur à titre de clause pénale.

13.7. Le Client sera ainsi tenu pour seul responsable de tous les risques de détérioration, de perte, de destruction partielle ou totale, quelle que soit la cause du dommage, même s'il s'agit d'un cas de force majeure. Le Client devra en conséquence assurer les Pièces sous réserve de propriété, stipuler dans la police d'assurance que toute indemnité sera payée directement à le Vendeur et lui fournir, à sa première demande, toute justification de l'assurance ainsi souscrite.

13.8. Le Client s'oblige à informer tout tiers, notamment en cas de saisie, du fait que les Pièces sous clause de réserve de propriété appartiennent à le Vendeur, et à informer le Vendeur immédiatement de toute saisie ou opération similaire.

13.9. La présente clause n'empêche pas le transfert des risques.

14. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

14.1. Propriété intellectuelle de chacune des Parties

Toutes les technologies ou informations, y compris les spécifications, dessins, idées, concepts, savoir-faire, études de fabrication, méthodes de production ou outils, fournies par une Partie à l'autre Partie sous quelque

support ou format que ce soit et tous les droits de propriété intellectuelle y afférents, restent la propriété de la Partie concernée et ne peuvent faire l'objet d'aucun test, rétro-ingénierie ou analyse ni être utilisés par l'une ou l'autre des Parties à d'autres fins que l'exécution des obligations prévues par les présentes.

14.2. Propriété intellectuelle du Client

14.2.1. Le Client reste titulaire de tout élément relatif à la Pièce qui doit être produite à partir de l'Outillage.

14.2.2. Le Client autorise le Vendeur à exploiter tout droit de propriété intellectuelle transmis aux fins de développement et fabrication des Outillages et/ou des Pièces. Le Client autorise le Vendeur, sauf interdiction écrite, à exposer en toute manifestation telle, foire, salon, exposition, et sur ses documents publicitaires et commerciaux, les Pièces réalisées.

14.2.3. Le Client garantit le Vendeur contre toutes les conséquences des actions judiciaires qui pourraient lui être intentées à raison de l'exécution d'une Commande de Pièces couvertes par des droits de propriété industrielle ou intellectuelle tels que brevets, marques ou modèles déposés, ou par un quelconque droit privatif.

14.3. Propriété intellectuelle et savoir-faire d'le Vendeur

14.4. Si le Client conserve la propriété intellectuelle de son Cahier des charges, les propositions et suggestions d'le Vendeur visant à le modifier et/ou l'adapter devront faire l'objet d'un accord particulier afin d'en déterminer les conditions d'utilisation et d'exploitation par le Client.

14.5. Il est entendu que lorsque, à l'occasion du développement et/ou la fabrication de l'Outillage, le Vendeur met en œuvre une ingénierie et/ou un savoir-faire particulier, elle en reste titulaire et son utilisation, exploitation, adaptation, représentation, reproduction et transmission à un tiers doivent faire l'objet de conditions particulières.

14.6. À défaut, le Client ne pourra disposer des études, projets, prototypes et documents réalisés par le Vendeur qui restent la propriété de celle-ci. En conséquence, l'Outillage, aussi bien dans sa forme matérielle que dans sa forme intellectuelle, et les documents liés ne peuvent être utilisés, reproduits, brevetés, déposés ou communiqués à des tiers par le Client sans autorisation écrite d'le Vendeur. Les coûts de l'Outillage supportés par le Client n'emportent aucune cession du savoir-faire et des droits de propriété intellectuelle d'le Vendeur sur cet Outillage, c'est-à-dire l'apport de son savoir-faire et/ou de ses brevets pour son étude, son développement sa réalisation et sa mise au point. Il en est de même pour les améliorations et adaptations éventuelles d'le Vendeur sur l'Outillage fourni par le Client pour assurer la bonne exécution des Pièces.

15. CONFIDENTIALITÉ

15.1. Les Parties s'engagent à considérer comme strictement confidentielles l'ensemble des Informations communiquées entre elles en vertu des CGV, et en particulier toute information et/ou donnée de toute nature, notamment industrielles, techniques, commerciales, économiques ou financières, propriétés ou non des Parties, ci-après globalement désignées par « les Informations ».

15.2. Sont considérées comme confidentielles, toutes les Informations échangées entre les Parties au titre des CGV et notamment :

- Les Informations communiquées entre les Parties dans le cadre des négociations, de la mise en œuvre, de l'exécution et/ou de la bonne fin des CGV ;

- Les Informations et éléments afférents aux services réalisés par les Parties ;

- Toute Information transmise au Client par le Vendeur ou dont le Client pourrait avoir connaissance dans le cadre de l'exécution des CGV ;

- Toute Information transmise à le Vendeur par le Client ou dont le Vendeur pourrait avoir connaissance dans le cadre de l'exécution des CGV ;

- L'ensemble des documents et/ou Informations de toute natures afférents aux CGV notamment techniques, commerciales, comptables ou financières, lesquels s'entendent de toute étude, analyse, business plan, tarifs, conditions commerciales, études de marché, stratégie des Parties, données clients, savoir-faire, idées innovantes sous-jacentes des process des Parties, d'une concertation ou d'un travail commun, communiqués oralement ou par écrit.

15.3. En conséquence, chacune des Parties s'engage à ce que les Informations confidentielles :

- Ne soient transmises qu'aux seuls membres de son personnel ayant strictement à les connaître dans l'exercice de leurs fonctions et préalablement informés de leur caractère confidentiel et à ce que ces Informations ne soient utilisées par eux que dans le cadre de l'exécution des CGV ;
- Ne soient utilisées, par les personnes précitées, à d'autres fins que celles rendues nécessaires par la mise en œuvre des CGV ;
- Soient protégées et gardées strictement confidentielles et soient traitées avec le même degré de précaution et protection qu'elle accorde à ses propres informations confidentielles de même importance ;
- Ne soient pas copiées reproduites ou divulguées, en totalité ou en partie, sauf, dans la mesure où cela est nécessaire, pour un usage strictement interne dans le cadre de l'exécution des CGV ;
- Ne soient pas exploitées à des fins commerciales telles que la promotion, le développement et l'amélioration de produit ou de service des Parties ou de leurs concurrents ;
- Ne soient divulguées ni susceptibles de l'être directement ou indirectement à tout tiers et/ou sous-traitant non tenu d'une clause de confidentialité identique ou similaire et de même portée que celle stipulée aux termes des CGV.

15.4. Chaque Partie s'engage à informer l'autre Partie sans délai lorsqu'elle aura eu connaissance du fait, ou suspecté, qu'une personne non autorisée a eu accès aux Informations confidentielles.

15.5. Aucune stipulation des CGV ne peut être interprétée comme obligeant l'une des Parties à divulguer des Informations à l'autre Partie.

15.6. Les Parties s'engagent dans le cadre et pendant la durée d'exécution des CGV et après la cessation des relations contractuelles pour quelque cause que ce soit, à garder secrets le savoir-faire et les Informations communiqués dans le cadre de l'exécution des CGV, tant que lesdites Informations et le savoir-faire ne seront pas tombés dans le domaine public.

16. DONNÉES PERSONNELLES

16.1. Pour les besoins des CGV et le traitement des Commandes, les termes « Données Personnelles » recouvrent toute information se rapportant à une personne physique qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale.

16.2. Dans le cadre de l'application des CGV et de l'exécution des Commandes, les Parties peuvent communiquer entre elles certaines Données Personnelles relatives, notamment, à leurs salariés, dirigeants, représentants, mandataires, clients et/ou fournisseurs.

16.3. Les Parties déclarent et garantissent qu'elles disposent de toutes les autorisations nécessaires à la communication des Données Personnelles relatives à leurs salariés, dirigeants, représentants, mandataires, clients et/ou fournisseurs. Elles déclarent avoir procédé à l'ensemble des obligations qui leur incombent au terme de la réglementation applicable en matière de données personnelles et notamment qu'elles ont informé les personnes physiques concernées du traitement qui est fait desdites Données Personnelles et de leurs droits.

16.4. Les Parties sont informées que les Données Personnelles d'identité relatives, notamment, à leurs salariés, dirigeants, représentants, mandataires, clients et/ou fournisseurs pourront être collectées par les Parties. Les traitements de Données Personnelles mis en œuvre par les Parties ont pour base juridique et finalité l'application des CGV et l'exécution des Commandes.

16.5. Les Parties s'engagent à adopter des moyens techniques appropriés, en utilisant une technologie qui est de nature à garantir l'intégrité, la sécurité, la disponibilité, la confidentialité et la traçabilité des Données Personnelles. Ces Données Personnelles font l'objet d'un traitement informatique et sont conservées par les Parties pour une durée qui n'excède pas la durée nécessaire aux finalités pour lesquelles elles sont collectées et traitées. À cet égard, lesdites Données Personnelles relatives aux Parties

sont conservées pendant la durée légale relative aux obligations de conservation ou aux délais de prescription.

16.6. Conformément à la réglementation applicable en matière de données personnelles, chaque personne concernée par le traitement des Données Personnelles dispose d'un droit d'accès, de rectification, de limitation, d'opposition, de suppression, de portabilité des données et du droit de définir leur sort en cas de décès la concernant. Chaque personne concernée par le traitement des Données Personnelles peut également contacter la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés ou toute autre autorité de contrôle compétente pour toute information ou réclamation.

17. DIVERS

17.1. Le fait de ne pas se prévaloir, à un moment donné, de l'une quelconque des dispositions des présentes CGV ne peut être interprété par le Client comme valant renonciation par le Vendeur à s'en prévaloir ultérieurement.

17.2. Si l'une des clauses ou dispositions des présentes CGV venait à être annulée ou déclarée illégale par une décision définitive, cette nullité ou illégalité n'affectera en rien les autres clauses et dispositions des présentes, qui continueront à s'appliquer.

18. DROIT APPLICABLE - JURIDICTION COMPÉTENTE

18.1. Les présentes CGV sont soumises au droit français. Sauf compétence matérielle exclusive d'une autre juridiction, tout différend, réclamation ou procédure relatif aux CGV, et/ou Commandes et/ou à la relation entre les Parties, que les Parties ne pourront résoudre à l'amiable, seront de la compétence exclusive des juridictions de LYON même en cas de référé, pluralité de défendeurs ou appel en garantie.